

Mouvance altermondialisation et identité collective des organisations

Les tribulations d'une association de commerce équitable

Anti-globalization Movements and the Collective Identity of Organizations

The Tribulations of a Fair Trade Association

Esferas de influencia de la altermondialización e identidad colectiva de las organizaciones.

Las tribulaciones de una asociación de comercio justo

Jean-Frédéric Lemay

Volume 29, numéro 3, 2005

Altermondialisation : quelles altérités?
Alterglobalization, Which Alterities?
Altermundialización : ¿cuáles alteridades?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/012606ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/012606ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)
1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lemay, J.-F. (2005). Mouvance altermondialisation et identité collective des organisations : les tribulations d'une association de commerce équitable. *Anthropologie et Sociétés*, 29(3), 39–58. <https://doi.org/10.7202/012606ar>

Résumé de l'article

L'émergence de l'altermondialisme et les transformations de la scène militante aux niveaux international et national a eu des conséquences importantes pour plusieurs mouvements sociaux. La création de nouveaux lieux de légitimation des discours et des pratiques permettent aux organisations et aux mouvements de s'inscrire au sein de réseaux plus larges. Toutefois, la conceptualisation de l'altermondialisme, un métissage d'ONG et de mouvements sociaux, reste problématique. Au lieu de proposer une autre tentative de qualification du phénomène à partir de ses manifestations les plus spectaculaires (forums sociaux ou manifestations), cet article propose plutôt l'analyse de sa construction au sein d'une organisation affirmant s'y inscrire. À partir d'une étude de terrain conduite auprès d'une organisation française de commerce équitable, le texte étudie les processus de construction du schème d'interprétation (*frame*) altermondialiste à partir des dynamiques entre les militants, l'organisation et son environnement. L'étude de cas présentée vise à contribuer à l'exercice de conceptualisation de cette mouvance en étudiant la mouvance altermondialiste comme champ d'interaction plutôt que comme structure.

MOUVANCE ALTERMONDIALISATION ET IDENTITÉ COLLECTIVE DES ORGANISATIONS

Les tribulations d'une association de commerce équitable¹

Jean-Frédéric Lemay



Introduction

Les mouvements sociaux à caractère transnational ne constituent pas un phénomène nouveau ; pour s'en convaincre rapidement, il suffit de penser à ceux qui préconisaient l'abolition de l'esclavage et le droit de vote des femmes à la fin du 19^e siècle ou, depuis les années 1970, à ceux qui défendent les droits humains ou l'environnement (Sikink et Keck 1998 : 3). Ainsi, dans le passé, plusieurs ont donné un caractère transnational à leur action et le phénomène contemporain des mouvements qualifiés d'altermondialistes ou se proclamant comme tels s'inscrit en continuité avec eux. Cette « mouvance » s'est construite par le biais d'une articulation de luttes particulières aux niveaux local, national et international autour d'enjeux liés à la mondialisation (Routledge 2000 ; Glassman 2001). Son évolution fut marquée notamment par les révoltes contre le consensus de Washington qui ont eu cours en Amérique latine pendant les années 1970 et 1980, les sommets parallèles écologistes qui se sont succédé depuis celui de Rio en 1992, la révolte zapatiste déclenchée en 1994, la mise sur pied d'Attac² à la suite de la crise financière qui frappa l'Asie en 1997 et la manifestation contre l'OMC de Seattle en 1999 (Mertes 2004 : vii). La mouvance altermondialiste s'est donc construite progressivement et elle a mis en scène une variété d'acteurs qui ont graduellement édifié des espaces de délibération ; les forums sociaux mondiaux annuels depuis 2001 en sont la manifestation la plus spectaculaire.

1. Nous tenons à remercier les deux évaluateurs ou évaluatrices pour leurs commentaires ayant permis de bonifier cet article et aussi un remerciement tout spécial à Manon Boulianne pour ses commentaires judicieux.
2. Attac est une organisation décentralisée au niveau international qui s'est fondée en réaction aux crises financières de la fin des années 1990 et qui veut mettre sur pied une taxe sur les transactions financières internationales.

Depuis son émergence, cet assemblage fluide de mouvements, d'ONG et de personnes a fait l'objet d'une attention grandissante au sein des sciences sociales, mais sa conceptualisation reste encore problématique. La définition du phénomène ne fait pas consensus, bien que l'on s'accorde généralement pour le situer dans le champ conceptuel des mouvements sociaux. Ainsi, certains parlent de mouvements inscrits dans le champ du développement (Venter et Swart 2002 : 51) ou de la mondialisation (Crossley 2002 : 684), d'autres de mouvements contre-hégémoniques au sens de Gramsci (Rhoads 2003 : 244), d'autres encore d'un mouvement de mouvements (Mertes 2004). Pour ce qui nous concerne, nous partons d'une définition du mouvement social qui en fait « [...] un réseau d'interactions informelles entre une pluralité d'individus, de groupes et/ou d'organisations, engagés dans des conflits politiques ou culturels sur la base d'une identité collective » (Diani 1990 : 13)³. Il nous semble indiqué de considérer l'altermondialisme comme une « mouvance » plutôt qu'un mouvement, puisqu'il concerne plusieurs réseaux d'acteurs dont certains s'activent autour d'enjeux différents de ceux de la mondialisation. Ainsi, ce que nous appellerons dans cet article la mouvance altermondialiste nous semble un mouvement de mouvements agissant dans le champ contesté de la mondialisation, qui sont organisés en réseaux nationaux et transnationaux et qui mettent en œuvre des actions localisées à petite échelle et des événements coordonnés aux niveaux national, continental et international.

Afin de mieux comprendre cette mouvance, nous proposons d'analyser une partie des processus qui concourent à sa construction, en nous penchant sur le cas d'une organisation, Artisans du Monde (Adm), qui fait partie du mouvement de commerce équitable français et qui se définit aujourd'hui comme altermondialiste. Cette orientation est relativement récente au sein de l'organisation qui compte 31 ans d'histoire. Nous pourrions ainsi observer le processus de transformation identitaire vécu localement dans un contexte d'expansion de la mouvance altermondialiste sur le plan international. Ce processus, qui entraîne conflits et renégociations à l'intérieur de l'organisation, semble pratiquement inévitable pour une bonne partie des acteurs concernés ; si l'organisation renonçait à s'afficher comme altermondialiste, elle risquerait en effet de se voir marginalisée par d'autres organisations et mouvements sociaux avec lesquels elle entretient des relations vitales pour le maintien de ses activités.

Nous présenterons tout d'abord le cadre conceptuel et méthodologique de notre recherche sur le terrain⁴, puis le cas d'Adm en prenant soin de le situer dans le contexte actuel de remise en question qui marque le secteur du commerce équitable en France. Une démarche diachronique permet d'identifier les points de rupture qui

3. Nous avons traduit les citations en anglais.

4. Cette étude de terrain fut rendue possible grâce à une bourse de doctorat offerte par le Conseil de la Recherche en Sciences Humaines du Canada.

ont marqué le passage du tiers-mondisme à l'économie solidaire puis à l'altermondialisme comme principaux repères identitaires de cette organisation au cours de son histoire. Nous analysons ensuite les dynamiques internes du dernier virage d'Adm, après quoi nous examinons les tensions ainsi créées entre les militants et l'organisation. Pour conclure, nous revenons sur la conceptualisation de l'altermondialisme et de l'identité collective.

Cadre conceptuel : construction de schémas d'interprétation et identité collective

Une des sources d'ambiguïté de la conceptualisation de l'altermondialisme vient, selon nous, des prémisses de certaines études qui l'ont abordée. Celles-ci conçoivent les mouvements sociaux comme des entités constituées *a priori* plutôt que comme un regroupement marqué par une construction identitaire collective permanente, ainsi que l'explique Melucci (1996). Ce dernier propose plutôt un changement de perspective qui permettrait de comprendre les processus sous-jacents :

En s'interrogeant sur la façon dont les individus et les groupes donnent du sens à leurs actions et dont nous pourrions comprendre ce processus, nous sommes obligés de changer de perspective : nous devons délaisser l'idée monolithique et métaphysique de l'action collective pour nous tourner vers les processus qui font que le collectif devient collectif.

Melucci 1995 : 42

Bref, au cœur de l'action collective se manifestent les processus de construction d'une identité commune définie ainsi :

Une définition interactive et partagée produite par plusieurs individus ; elle porte sur les orientations de l'action et le champ des opportunités et des contraintes au sein duquel se déroule l'action. *Par interactive et partagée, je veux dire une définition qui doit être conçue comme un processus parce qu'elle est construite et négociée par l'activation répétée des relations qui lient les individus.*

Melucci 1995 : 44, nos italiques

Pour élaborer cette définition partagée, nous pouvons recourir aux schémas d'interprétation (« frames »), tels que les a théorisés Goffman (1974) qui cherchait à donner sens à la réalité à partir d'elle, sans avoir à utiliser de métalangage pour la décrire (processus infini). Il se rapporte alors aux processus cognitifs qui permettent à l'acteur, par l'observation globale, d'obtenir une explication satisfaisante de la totalité du phénomène. L'acteur comprend les différentes parties du phénomène, sans avoir besoin d'une description exhaustive de chacune d'entre elles (Donati 1992 : 140). Un schéma d'interprétation détermine ce qui est important en regroupant des éléments symboliques et en excluant certains autres (Benford 1997 : 413). Ce concept est utilisé dans l'étude culturelle des mouvements sociaux, car il permet de rendre compte de la négociation de sens qui permet l'action collective, c'est-à-dire « un

phénomène processuel qui requiert l'agencéité et des négociations pour construire la réalité » (Snow et Benford 2000 : 614). En fait, les schèmes d'interprétation donnent sens à des situations de conflit par l'identification des causes et des responsables (diagnostics), des solutions (pronostics) et de la façon d'y remédier collectivement (motivations) (*ibid.* : 615).

Si on considère que le mouvement n'est pas qu'une sommation d'identités individuelles ou d'un tout transcendant, l'approche du *framing* peut alors servir à conceptualiser les dynamiques de sa construction puisqu'il permet de cerner l'articulation de l'identité individuelle et collective : « [...] Non seulement les processus de *framing* lient les individus et les groupes idéologiquement, mais ils mettent en valeur les identités qui vont de la collaboration au conflit » (Hunt *et al.*, 1994, cité dans Snow et Benford 2000 : 632). Les discours structurés qui donnent sens à l'action s'inscrivent directement dans les processus identitaires des mouvements sociaux puisqu'une pluralité de schèmes d'interprétation cohabitent et que leur agencement et les conflits participent à cette construction collective. Certains auteurs ont d'ailleurs abordé cette question des conflits d'interprétation entre les acteurs (« frame disputes »), dont la résolution permet l'action collective du mouvement social (Benford 1993 : 678). Selon nous, cette idée s'applique aussi aux organisations au sein desquelles différentes interprétations de la réalité cohabitent et s'articulent par des relations de pouvoir et des négociations. Par exemple, dans le cas d'Adm, nous observons différentes interprétations conflictuelles de la pratique et des finalités du commerce équitable qui s'inscrivent dans différents schèmes d'interprétation, soit altermondialiste, soit transformatif, soit assistantialiste. Cette multiplicité des schèmes d'interprétation et les dynamiques participant à leur agencement s'inscrivent donc dans la perspective selon laquelle l'identité collective n'est pas fixée ; la résolution des conflits d'interprétation ne peut être que temporaire puisqu'ils évoluent sans arrêt, comme le font les individus, les organisations, le mouvement et l'environnement.

Bien que ce concept ait connu une popularité grandissante, ses modes d'utilisation posent toujours divers problèmes théoriques et méthodologiques. Benford (1997 : 415-421) mentionne que les *frames* ont tendance à être objectivés plutôt que conçus comme des processus dynamiques de négociation de sens ; leur utilisation se fait souvent dans une perspective cherchant à les décrire plutôt qu'à analyser leurs processus de construction et ils souffrent d'un biais élitiste, puisqu'ils reflètent généralement la position des leaders. Nous proposons donc d'étudier plutôt la construction des *frames* et leur agencement en tant qu'un des processus de création d'une identité collective au sein d'une organisation qui participe à un mouvement social. Cette analyse des processus constitutifs des schèmes d'interprétation constitue d'ailleurs selon Snow et Benford (2000 : 633) une thématique qui n'est pas résolue sur le plan théorique.

Méthode de recherche

Nous avons réalisé une étude de cas faisant appel à l'ethnographie organisationnelle ; cette approche sert dans l'étude culturelle des mouvements sociaux (Cunningham 2000 ; Glassman 2001), l'analyse des ONG (Fischer 1997 ; Roberts 2000) et celle des organisations de développement (Lewis *et al.* 2003). Elle repose sur une conception de la culture organisationnelle qui en fait un élément fondamental de l'organisation plutôt qu'un simple attribut (Lewis 2002 : 78). C'est dans cette optique que nous avons choisi une présence prolongée au sein de différentes constituantes d'Adm (presque six mois, de septembre 2004 à février 2005) et que nous avons participé à ses activités.

Concrètement, nous avons conduit des observations et réalisé des entrevues au sein du secrétariat national (où on trouve les salariés de l'organisation) et du conseil d'administration national. Nous avons également accompagné un groupe local de la région parisienne où travaillent des bénévoles. Cet ancrage dans un univers plutôt limité de l'organisation fut complété par la visite de diverses associations locales, ainsi que par des entrevues avec les coordonnateurs régionaux sur les dynamiques régionales d'Adm. Les entrevues ont porté sur deux thèmes principaux : 1) l'articulation des projets individuels à ceux de l'organisation et 2) les points de vue des participants sur le commerce équitable, l'économie solidaire et l'altermondialisme. L'étude du discours d'Adm repose sur l'examen de documents écrits, tandis que celle de ses dynamiques organisationnelles se fonde sur l'analyse des procès-verbaux des réunions et, surtout, sur l'observation participante que nous y avons menée. Relativement à l'inscription de l'organisation au sein du mouvement de commerce équitable, nous avons conduit 20 courtes entrevues avec des membres d'autres organisations françaises et participé à leurs activités. Finalement, pour mieux saisir la mouvance altermondialiste, nous avons accompagné Adm lors des Forums sociaux locaux qui ont eu lieu dans la région parisienne ainsi qu'au Forum social européen qui s'est déroulé à Londres en novembre 2004.

Cette méthode de travail permettait d'utiliser à bon escient le concept de schème d'interprétation dans des travaux empiriques (voir Benford 1997). Par exemple, afin d'éviter le biais élitiste mentionné auparavant, nous nous sommes intéressé aux perspectives de leaders et de « militants de base ». L'observation des pratiques en boutique ou lors des réunions et de discussions informelles a permis de mettre ces données en contexte. Nous croyons que cette combinaison de sources et l'intérêt accordé à la construction des schémas d'interprétation permettent de tirer un meilleur parti de ce concept pour comprendre les mouvements sociaux dans une perspective anthropologique.

Artisans du Monde : du tiers-mondisme au commerce équitable intégré

Adm est une association loi 1901 mise sur pied en 1974 dans la foulée de la famine qui sévissait alors au Bangladesh. Elle cherchait à atteindre trois objectifs principaux : aider à reconstruire le Bangladesh par la vente de produits artisanaux, amortir ses frais de fonctionnement et sensibiliser le public aux causes tiers-mondistes (Le Gardeur 1988 : 46). Aujourd'hui, Adm comprend environ 150 associations locales et 4500 bénévoles regroupés au sein d'une fédération nationale. Cette dernière se compose de membres votants, les groupes locaux, qui possèdent tous leur propre structure interne (assemblée générale, conseil d'administration et bureau). Lors de l'assemblée générale annuelle, les groupes locaux élisent le Conseil d'administration national en puisant parmi leurs membres. Ce conseil agit à titre d'employeur du Secrétariat national à Paris qui se compose d'un délégué général, de chefs de projets (éducation, communication et animation du réseau), de personnel administratif et, finalement, de coordonnateurs régionaux (Nord, Ouest et Sud-Est).

Les groupes locaux doivent acheter au moins 75 % de la marchandise à Solidar'Monde (SM), centrale d'achat fondée par Adm, tandis que le reste des produits provient d'autres centrales d'achat de commerce équitable. Dans la description de sa mission, Adm a pour objectif de contribuer à un développement durable grâce au commerce équitable, selon trois axes d'action. D'abord, le pôle vente et distribution des produits concrétise la relation avec les producteurs et devrait permettre aux membres d'éduquer les clients à une consommation responsable dans des boutiques de proximité. Le second pôle, l'éducation, s'accomplit par la réalisation, en milieu scolaire, d'ateliers de sensibilisation ayant pour thèmes le développement et le commerce équitable. Le dernier pôle est celui du plaidoyer politique envers les institutions internationales. Son but est de concourir, à long terme, à une modification des règles commerciales internationales pour rééquilibrer les relations de pouvoir Nord-Sud et réduire l'influence des entreprises multinationales.

Au cours de l'histoire d'Adm, on observe trois tendances clés qui alimentent certaines tensions. D'abord, Adm s'est construite dans une perspective tiers-mondiste, mais sur des bases idéologiques variées. Au départ, elle regroupait des chrétiens de gauche, des tiers-mondistes laïques et des personnes liées à l'écologisme et à la non-violence qui cherchaient la remise en cause du système économique, contestaient le gaspillage et voulaient organiser une « économie alternative » (Le Gardeur 1988 : 15). Cette diversité idéologique est encore présente aujourd'hui et reste source de débats sur la nature et les finalités du commerce équitable. Le second élément, un fédéralisme décentralisé comme mode d'organisation à l'échelle nationale, restera toujours porteur de tensions entre le centre et les groupes

locaux. Cela provoque une certaine incapacité à statuer sur le niveau régional et certains problèmes d'incompréhension quant au rôle de chacun. Finalement, la distribution des produits est passée graduellement de certains groupes locaux à une centrale d'importation commune créée en 1984 (FAM Import, devenue Solidar'Monde en 1991). Cette entreprise est capitale dans le développement du réseau et elle s'est toujours située au centre de divers conflits : son statut de société anonyme et la centralisation des importations ne sont pas toujours bien perçus. Pourtant, on observe aussi une identification symbolique à cette centrale malgré l'incapacité graduelle d'Adm à assurer un actionnariat majoritaire : Adm y est aujourd'hui minoritaire avec moins de 30 % des actions. Ces trois sources de tensions sont encore présentes aujourd'hui et orientent nécessairement l'action et les discours d'Adm.

Au-delà de ces tensions historiques, les années 1990 ont vu surgir un nouveau débat concernant les critères des garanties offertes aux clients en matière de qualité et d'éthique. À la suite de l'apparition d'organismes de certification en France, Adm s'est penchée sur la question dans une optique de filière intégrée entre le Nord et le Sud. L'idée était de développer des critères au Nord pour établir une filière équitable depuis l'achat jusqu'à la vente, en plus de favoriser un *monitoring* croisé qui repose sur la confiance plutôt que sur l'inspection (Document préparatoire, 1996 : 79). Cette réflexion engendre alors des débats sur la définition du commerce équitable. Adm distingue sa perspective, qu'elle qualifie de solidaire-alternative, des autres, qui suivent une optique d'expansion des échanges strictement Nord-Sud (ASPAL et Adm 2003 : 19). Son choix repose sur une volonté d'insertion dans les réseaux de l'économie solidaire au cours des années 1990 et servira ensuite à son intégration dans l'altermondialisme. Cela permet aussi à Adm de se différencier des autres acteurs du commerce équitable en France, de plus en plus nombreux.

La crise du commerce équitable en France

Le mouvement français du commerce équitable s'est développé au point que les nombreuses organisations ont dû se structurer au sein de la Plate-forme française pour le commerce équitable en 1997. Celle-ci cherche à se donner une légitimité face aux pouvoirs publics et à encadrer la pratique par une définition commune. Toutefois, on y observe certains désaccords, puisqu'il faut compter sur diverses catégories d'acteurs qui proposent des modalités et parfois des finalités différentes pour le commerce équitable. Plusieurs débats portent ainsi sur la légitimité de la vente de produits équitables en grande distribution, le bénévolat ou encore l'intervention d'entreprises à but lucratif dans le secteur. Cette multiplication d'acteurs se réclamant du commerce équitable a accentué la compétition commerciale, ce qui a poussé Adm à redéfinir sa pratique de façon plus claire et souvent en opposition à celle des autres. De manière générale, avec la réussite commerciale du certificateur Max Havelaar, on observe une marginalisation graduelle de la perspective d'Adm.

Adm a réagi en soulignant ses trois axes d'action et l'argument selon lequel sa pratique est plus cohérente que la filière certifiée, qui est équitable au Sud mais inéquitable au Nord. Deux éléments accentuaient ce besoin de distinction : un contexte de réappropriation de la pratique par les acteurs de la grande distribution et les discussions à l'Agence Française de Normalisation. L'AFN cherchait en effet à mettre en place une norme étatique et consultait pour ce faire les acteurs du mouvement mais aussi les grands distributeurs. Plusieurs membres d'Adm ont senti que l'AFN tendait à retenir une conception minimaliste du commerce équitable, marginalisant ainsi la leur dans ces lieux de légitimation nationaux. C'est alors qu'Adm a cherché d'autres lieux pour légitimer sa pratique. Par exemple, elle s'est rapprochée d'organisations de commerce équitable qui proposent une vision plus proche de la sienne, comme CTM Altroumercato en Italie. En parallèle, Adm s'est intégrée progressivement à la mouvance altermondialiste qui a offert de nouveaux lieux de légitimation transcendant la scène française du commerce équitable, laquelle vit actuellement une véritable crise identitaire.

L'inscription au sein de l'économie solidaire et de l'altermondialisme

Ces débats internes et l'émergence de nouveaux lieux de légitimation du commerce équitable ont accentué une transformation de la pratique ainsi que des changements terminologiques dans les discours d'Adm. Elle a graduellement inscrit le commerce équitable dans l'économie solidaire puis dans l'altermondialisme. En ce qui concerne l'économie solidaire, ce fut le fruit d'une double dynamique, puisque Adm a progressivement intégré sa pratique à ce champ plus vaste au moment même où le mouvement français de l'économie sociale était à la recherche d'expériences innovatrices et porteuses. Ainsi, quand l'Inter-réseaux de l'économie sociale et solidaire (IRESS) invite Adm à s'y inscrire en 1997, ses dirigeants mettent l'accent sur le fait qu'Adm est une entreprise d'utilité sociale ; en effet, ses groupes locaux sont des associations à but non lucratif qui réalisent une activité commerciale (Palma Torres 1998 : 4). On voit ensuite apparaître le concept d'économie sociale dans les documents de l'organisation, et elle commence à participer à des événements touchant cette question, comme la seconde Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité de Québec en 2001. Il faut mentionner que ce phénomène précède tout juste son engagement dans les réseaux de l'altermondialisme, qui a débuté à Florence en 2002. D'ailleurs, un document de présentation lie directement les deux dynamiques :

Mais au-delà des alliances entre les acteurs de l'économie sociale et solidaire, il faut construire une alliance encore plus large avec les mouvements qui se réclament de l'altermondialisation et porter ensemble les alternatives sociales et économiques que réclament des millions de citoyens des cinq continents.

Évidemment, ce n'est pas la participation aux forums sociaux qui est le seul facteur de ce virage altermondialiste, mais ces événements ont une forte importance symbolique pour les militants. D'ailleurs, un événement marquant a été le Forum Social Européen de Paris Saint-Denis en novembre 2003, alors qu'Adm est passée d'un statut d'observatrice à celui d'organisatrice du village de l'économie solidaire et de commerce équitable (*Rapport d'activité* 2003 : 29). À la suite de cette participation aux forums sociaux, on observe plusieurs changements tels que la modification de son slogan « Notre valeur ajoutée, la solidarité » qui devient « Autres échanges, autre monde ». Une nouvelle tendance consiste aussi à afficher plus fortement sa participation aux événements de la mouvance, par exemple le contre G-8 à Annemasse (Bergère 2003 : 4) ou les événements du Larzac en 2003 (Le Gardeur 2003 : 4). Les dirigeants nationaux adhèrent de plus en plus à cet engagement, comme le montre la présentation d'un atelier de l'assemblée générale de 2003 :

Les mouvements de commerce équitable Nord-Sud *ne peuvent pas se soustraire à la construction d'une société civile mondiale*, telle qu'elle s'exprime lors des manifestations anti-sommets et des rencontres comme le FSM de Porto Alegre. [...] *L'alliance avec ces mouvements est indispensable au développement du commerce équitable.*

Document préparatoire, Assemblée générale, 2003 : 15, nous soulignons

On remarque que se manifeste la nécessité de s'engager au sein de cette mouvance afin de donner plus d'envergure au commerce équitable et de créer des liens transnationaux (Raynaud Paligot 2003 : 1). Nous sommes donc en présence de deux phénomènes qui ont favorisé une redéfinition du commerce équitable chez Adm : d'une part, l'évolution de l'organisation et les questionnements sur sa pratique et, d'autre part, un contexte de crise du commerce équitable et une transformation du contexte militant. Ce virage est donc lié à des dynamiques diachroniques, mais nous verrons que la construction du schème d'interprétation altermondialiste est aussi portée par des phénomènes synchroniques qui mettent en relation les militants et l'organisation.

Les questionnements identitaires au sein de l'organisation

L'inscription dans l'économie solidaire et l'altermondialisme à la fin des années 1990 aura des conséquences concrètes sur le fonctionnement d'Adm. Cette réflexion a déjà débouché sur l'élaboration des trois axes d'action déjà mentionnés et sur divers projets, comme une étude d'impact chez les partenaires ou la création de diverses commissions consacrées à la réflexion de fond ou au FSM. D'ailleurs, ces discussions évolueront vers des questionnements fondamentaux portant sur la nature et les finalités de l'organisation. C'est ce qu'illustre notre consultation réalisée dans le cadre de l'élaboration du plan triennal 2005-2007.

Lancés en 1995, les plans triennaux définissent les orientations et les stratégies d'Adm, ce qui permet de déceler des indices de son évolution. Lors de notre étude de terrain, la réflexion préalable au plan triennal 2005-2007 s'est déroulée dans un contexte conflictuel entre Adm et SM sur les canaux de distribution⁵ et pendant la crise des mouvements de commerce équitable en France. Le tout a provoqué une certaine confusion qui a conduit plusieurs militants à exiger un positionnement clair d'Adm. C'est dans ce cadre que la rédaction du plan triennal fut doublée d'un exercice intitulé « Le renouvellement du projet associatif ». Celui-ci démontre une volonté de consolider une identité nationale, mais reflète aussi certains débats sur les orientations de l'organisation qui commençaient à miner sa dynamique associative.

Le document envoyé aux groupes locaux mentionne qu'il s'agit de réfléchir sur l'avenir de façon à exprimer les finalités d'Adm et identifier plusieurs scénarios d'évolution afin de faciliter les choix d'orientation (*Consultation projet associatif*, 2004 : 3). La consultation fut élaborée sous forme de questionnaires qui portaient sur la définition d'Adm et ses valeurs de référence. Ce questionnement était dû, entre autres, au fait que l'on observait une certaine fracture entre le niveau national, porteur d'orientations politiques et d'ancrages dans les réseaux plus larges, et certains groupes locaux et militants qui considéraient qu'Adm s'éloignait peu à peu de sa mission première de vente. Nous avons remarqué que les personnes rencontrées s'approprièrent inégalement la terminologie faisant référence à l'économie solidaire ou à l'altermondialisme. Par exemple, l'économie solidaire faisait quasiment l'unanimité, mais lorsqu'ils devaient préciser pourquoi, les répondants restaient évasifs ou citaient des slogans, comme « L'économie doit être au service des personnes ». Il semble donc que le terme ait acquis une connotation positive à cause de sa présence croissante dans les discours et débats généraux, mais l'appropriation de son contenu semble toujours réduite à certains cercles du mouvement. Cela illustre en partie combien s'opposent les conceptions sur la nature et la mission d'Adm entre les militants et les dirigeants de l'organisation, ces derniers détenant d'ailleurs le pouvoir d'orienter le débat.

Les identités individuelles : fractures entre militants et bénévoles

Le discours organisationnel sur l'altermondialisme a introduit certains rapports de pouvoirs entre les militants et l'organisation puisque celle-ci est composée de divers types de membres qui ont des opinions diverses sur son orientation. Elle a

5. Ce conflit latent a émergé au cours de l'été 2004 lorsque Solidar'Monde a décidé de vendre des produits en ligne avec l'entreprise CDiscount. À la suite de cette décision, la presse a mentionné que la Fédération Adm condamnait ce geste. Les relations se sont ensuite envenimées lors des réunions du conseil de surveillance de la centrale et restent tendues à ce jour (Communiqué de presse « CDiscount : une alliance contre nature entre le commerce équitable et le discount », juillet 2004).

développé des discours à large portée définissant une identité commune qu'elle projette, mais chacun des membres y adhère à sa façon. Par exemple, certains veulent offrir du temps en boutique pour aider à vendre des produits du tiers-monde, alors que d'autres désirent changer les rapports Nord-Sud par le plaidoyer. C'est au cœur de cette hétérogénéité des militants que se construit le schème d'interprétation altermondialiste servant de pont entre l'individuel et le collectif.

Sans reprendre tous les courants d'opinion présents chez Adm, nous avons observé une fracture entre deux catégories de membres qui est symptomatique des tensions identifiées plus haut, en plus d'illustrer les difficultés de concilier une activité économique avec le militantisme politique. Cette fracture catégorielle s'oriente autour de la notion de don de temps : une vision « assistantialiste » (bénévole) s'oppose à l'inscription de l'action dans une perspective plus large (militante), ainsi que l'exprime un membre :

Non, il y a des gens, je pense qu'il y a des gens qui simplement ont envie de donner un petit coup de main à quelque chose et non pas dans une logique de réfléchir, d'analyser pourquoi [...] c'est pas des militants, simplement des bénévoles, je sais pas, être militant, c'est non seulement faire des choses concrètes, mais faire des choses parce qu'il y a du fond derrière, quoi.

Adm1

Ces sujets créent des débats, voire des conflits, entre militants, ainsi qu'une certaine marginalisation des bénévoles. En effet, le virage altermondialiste d'Adm privilégie un discours axé sur l'identité militante, ce qui accentue la distance entre ceux qui se perçoivent comme militants et les autres, plus « indifférents » à la politique. On note d'ailleurs l'utilisation d'insultes : alors que certains dans les groupes locaux parlent d'« ayatollahs » pour faire référence aux dirigeants nationaux, ces derniers et des militants utilisent souvent des propos infantilisants, tels « les retraités de l'après-midi », pour désigner les bénévoles. Devant une organisation idéologique métissée, la question est de savoir comment se construisent les ponts permettant de passer de l'individuel au collectif.

De l'individuel au collectif : influence, leadership et résistances

Il est difficile de définir les schèmes d'interprétation qui participent à l'élaboration de l'identité collective. On ne peut en effet figer l'organisation dans le temps ni cerner de près le cheminement des discours puisque les canaux d'expression sont multiples. Nous présenterons trois éléments qui facilitent cette tâche : l'étude des phénomènes de leadership, les relations interorganisationnelles et les réseaux interpersonnels qui traversent l'organisation. Cela permettra de mieux saisir comment naissent de nouveaux schèmes d'interprétation et comment l'organisation se les réapproprie.

Notons d'abord que des leaders introduisent de nouvelles idées qui passent ensuite par les mécanismes formels et informels de l'organisation, comme le décrivent McCarthy et Zald (1977) au sujet des mouvements sociaux. Par exemple, pour l'économie solidaire, nous avons remarqué le cas d'un militant à l'influence prépondérante :

Tu vois tantôt je t'ai parlé d'écologie, de commerce international surtout en termes d'apprentissage personnel, pour moi l'économie solidaire, c'est aussi, je ne sais pas, une révélation, politiquement parlant. Donc oui, là-dessus [...] c'est une graine qui a été plantée, l'économie solidaire, par [X] il y a quatre ans.

Adm5

Comment procèdent les personnes influentes pour diffuser leurs discours? Elles passent par les ponts interorganisationnels et par les relations personnelles au sein de l'organisation.

Certains militants servent de ponts entre les organisations puisque Adm interagit avec d'autres acteurs. Par exemple, Adm est membre du conseil d'administration d'Attac, mais on remarque que plusieurs militants y participent aussi à titre personnel. Par ailleurs, c'est un militant qui a participé au sein de réseaux de l'économie solidaire au départ (IRESS) qui a introduit le concept auprès des instances et militants du mouvement. L'importance de ces réseaux personnels est d'ailleurs mentionnée par des auteurs ayant étudié les mouvements sociaux (Gerlach et Hine 1970 ; Diani 1992 et 2000). Dans le cas de l'économie solidaire et de l'altermondialisme, ce phénomène s'est avéré très important pour Adm. Toutefois, les initiatives novatrices ne se diffusent pas seulement grâce aux relations entre les organisations. Il faut compter aussi avec les militants qui partent d'expériences locales pour les faire circuler vers les lieux de formalisation des discours. Ces leaders locaux sont une source d'innovation : les expériences locales qu'ils décrivent peuvent (ou non) alimenter des schèmes d'interprétation plus vastes. Par exemple, un groupe local a expérimenté des politiques d'insertion professionnelle en l'inscrivant dans l'économie solidaire, mais un membre nous mentionnait le peu de reconnaissance du niveau national :

On a une histoire très originale, très différente de ce qui se fait ailleurs et on n'a aucun retour de la fédération. Avec d'autres, il faut développer l'économie solidaire, ça c'est clair ça, et Adm en fait partie. Mais je crois [...] beaucoup plus à notre capacité à montrer, par le concret et pas par la parlotte, la parlotte ça suffit.

Adm1

Ainsi, certains militants agissent comme véhicules interorganisationnels et intra-organisationnels. Ils font cheminer les schèmes au fil d'une dynamique entre les structures et les individus. Cependant, au-delà des espaces formels d'interactions,

il existe aussi des dynamiques interpersonnelles en marge des structures ; elles se composent de multiples réseaux plus informels qui participent à la construction des opinions ou des alliances stratégiques. Ce phénomène est mentionné dans la littérature, mais généralement pour expliquer le recrutement de nouveaux membres (Klandermans et Oegema 1987 : 520). Selon nous, plus que de simples portes d'entrée dans l'organisation, ces dynamiques sont capitales pour comprendre comment se construisent les schèmes d'interprétation.

Au sein d'Adm, il existe deux espaces principaux où se manifestent des dynamiques interpersonnelles ; ce sont des moments où les participants s'approprient ce qui a été discuté dans les réunions. Par exemple, lors d'une réunion d'un groupe local qui portait sur un changement statutaire, c'est dans les couloirs que nous avons observé la création de sous-groupes par affinités. Le second lieu se trouve en marge de l'organisation, dans les relations que les membres d'Adm entretiennent à l'extérieur. Par exemple, au conseil d'administration certains membres discutent entre eux de l'information avant de rejoindre les espaces décisionnels. Le contexte de crise identitaire que vivait Adm au moment de notre enquête a d'ailleurs accentué l'importance des débats idéologiques et provoqué la multiplication de ces canaux informels. Ce phénomène est observé ailleurs par Klandermans et Oegema (1987 : 530) ; ils mentionnent que les crises idéologiques favorisent la multiplication des réseaux informels qui agissent comme gardiens des principes. Cela s'illustre chez Adm par une discussion récurrente, lors des réunions de dirigeants, à propos du fait que les groupes et les militants ne font pas suffisamment appel à la fédération pour exprimer leurs problèmes, préférant plutôt passer par des canaux différents. Il devient alors plus difficile de maîtriser le discours diffusé vers l'extérieur et cela explique la forte volonté de définir une identité nationale commune.

Dans l'analyse des rapports de pouvoir qui participent à la création du discours et de l'identité, il est pertinent de noter que les relations interpersonnelles peuvent contrarier les relations formelles de pouvoir. Les relations interpersonnelles sont en effet transversales et elles participent aux phénomènes d'inclusion-marginalisation des militants et des discours qu'ils tiennent. Ainsi, d'un côté, une personne peut occuper un poste de pouvoir important sans avoir accès aux canaux de diffusion lui permettant d'exercer son leadership ou, de l'autre, un leader n'occupant pas un tel poste peut infléchir les décisions par l'intermédiaire de son influence et de ses relations interpersonnelles.

Conclusion

La construction d'une identité collective repose avant tout sur la création de frontières qui permettent de se distinguer d'une organisation ou d'un mouvement plus vaste ; les schèmes d'interprétation contribuent à cette construction. Comme nous l'avons mentionné, plusieurs études considèrent l'identité collective comme fixée *a priori* et tentent seulement de la qualifier tandis que l'étude de cas présentée

ici tentait plutôt d'analyser les mécanismes de sa construction. Ainsi, nous avons vu que différents schèmes d'interprétation, en compétition les uns avec les autres, s'élaborent et se transforment au sein de l'organisation et lorsqu'elle interagit avec d'autres acteurs collectifs. L'organisation prend forme au gré de processus qui délimitent l'identité collective en élaborant des frontières temporaires et poreuses, marquées par des relations de pouvoir.

L'analyse diachronique montre que l'organisation évolue dans un contexte en transformation et au sein des mouvements auxquels elle participe. L'organisation agit sur l'environnement et y réagit grâce aux relations interorganisationnelles et aux ponts créés par ses militants, ce qui participe à sa transformation discursive. Ces processus d'interaction entre une organisation et son environnement ont été conceptualisés par Snow *et al.* (1986 : 464) comme un « alignement des schèmes d'interprétation » (« frame alignment ») décrivant les changements ou orientations des schémas particuliers. Bien que le concept soit généralement utilisé pour décrire les processus de mobilisation de nouveaux militants (Tarrow 1992 : 188), nous croyons qu'il s'applique très bien à l'analyse des relations entre une organisation et son environnement de façon plus large.

Snow et Benford (2000 : 624-25) identifient quatre processus d'alignement, dont deux sont pertinents pour nous : le *frame extension*, qui porte sur l'élargissement des discours afin d'inclure des préoccupations déjà présentes au sein d'une organisation ou d'un mouvement et le *frame transformation*, qui désigne la transformation ou la création d'un nouveau sens. Adm a pratiqué le *frame extension* dans la mesure où elle a tenté d'élargir la conceptualisation de ses pratiques vers l'économie solidaire, ce qui lui a assuré une inclusion au sein de la mouvance altermondialiste. Ensuite, avec un contexte français marqué par des débats sur la définition de la pratique du commerce équitable, elle a participé à la création d'une nouvelle définition du commerce équitable (« frame transformation »), définition qui accorde une grande importance aux pratiques locales : on parle de commerce équitable cohérent ou de filière intégrée, par opposition à la filière certifiée.

Quant à l'analyse synchronique de l'organisation, elle montre comment se construit le schème d'interprétation altermondialiste. Diverses dynamiques, formelles et informelles, permettent aux membres de se réapproprier l'altermondialisme et ils en font un élément identitaire central. Nous pensons que les rapports de pouvoir entre les différents schèmes coexistants pourraient être conceptualisés en termes d'hégémonie, notion plus pertinente pour les dynamiques décrites que celle de domination.

Gramsci a utilisé le terme hégémonie dans les sens d'influence, de leadership moral, et de consentement, plutôt que pour désigner une conception alternative ou opposée à celle de domination. Cela montre la façon dont un groupe

social en influence un autre, faisant certains compromis avec eux afin de gagner leur consentement et exercer son leadership dans la société [...].

Steinmetz 1994 : 181

Gramsci analysait les rapports entre la société civile et l'État, mais nous croyons que la notion d'hégémonie est appropriée pour l'analyse des organisations puisque l'on n'assiste pas à la domination d'une interprétation, mais plutôt à une influence négociée (voir Gramsci 2003). Crehan (2002 : 101) affirme d'ailleurs que l'hégémonie permet de penser les dynamiques du pouvoir et du consentement comme des éléments centraux de la culture. Pour le cas étudié, on pourrait affirmer que le processus de construction du schème d'interprétation altermondialiste est caractérisé par son positionnement hégémonique graduel.

Nous avons mentionné au début de ce texte que la définition de la mouvance altermondialiste reste ambiguë puisqu'elle possède des contours flous qui se construisent et se modifient constamment à cause de l'interaction entre les organisations et les mouvements qui y participent et en réinterprètent le sens. Cette étude de cas voulait contribuer à l'exercice de conceptualisation de cette mouvance, en partant du cas d'une organisation. Notre travail montre que l'altermondialisme se construit, bien sûr, dans les interactions générales entre les acteurs collectifs y prenant part, mais aussi, à une échelle plus restreinte, au sein même des organisations et entre les acteurs individuels qui s'y inscrivent. Cette perspective permet de concevoir cette mouvance comme un champ d'interactions entre acteurs plutôt que comme une structure.

Sources

ASPAL et Adm, 2003, « Panorama du commerce équitable : dossier des participants », Éducation au commerce équitable, Mars, 20 p.

Consultation projet associatif, 2004, « Préparation du nouveau projet associatif d'Artisans du Monde et du nouveau plan d'action : document pratique pour les groupes Artisans du Monde », 16 novembre, 12 p.

Communiqué de presse, 2003, « 30 ans de commerce équitable : impacts et perspectives », consulté sur Internet (www.artisansdumonde.org/presse.htm), 2005.

Document préparatoire, 1996, Document préparatoire à l'assemblée générale, archives de la fédération.

Document préparatoire, 2003, Document préparatoire à l'assemblée générale, archives de la fédération.

Dossier de presse, 2005, Dossier de présentation d'Artisans du monde mai 2005, consulté sur Internet (<http://www.artisansdumonde.org/presse.htm>).

Références

- BENFORD R., 1993, « Frame Disputes Within the Nuclear Disarmament Movement », *Social Forces*, 71, 3 : 677-701.
- , 1997, « An Insider's Critique of the Social Movement Framing Perspective », *Sociological Inquiry*, 67, 4 : 409-430.
- BERGÈRE J.-M., 2003, « En parallèle au G8 : le sommet pour un autre monde (SPAM) à Annemasse », *Lettre d'infos*, juillet-août : 4-5.
- CREHAN K., 2002, *Gramsci, Culture and Anthropology*. Berkeley, University of California Press.
- CROSSLEY N., 2002, « Global Anti-corporate Struggle : A Preliminary Analysis », *British Journal of Sociology*, 53, 4 : 667-691.
- CUNNINGHAM H., 2000, « The Ethnography of Transnational Social Activism : Understanding the Global as Local Practice », *American Ethnologist*, 26, 3 : 583-604.
- DIANI M., 1990, « The Network Structure of the Italian Ecology Movement », *Social Science Information*, 29, 1 : 5-31.
- , 1992, « Analysing Social Movements Networks » : 107-135, in M. Diani et R. Eyerman (dir.), *Studying Collective Action*. Londres, SAGE.
- , 2000, « Simmel to Rokkan and Beyond. Towards a Networks Theory of (new) Social Movements », *European Journal of Social Theory*, 3, 4 : 387-406.
- DONATI P., 1992, « Political Discourse Analysis » : 134-153, in M. Diani et R. Eyerman (dir.), *Studying Collective Action*. Londres, SAGE.
- FISHER W., 1997, « Doing Good? The Politics and Antipolitics of NGO Practices », *Annual Review of Anthropology*, 26 : 439-464.
- GERLACH L. et V. HINE, 1970, « Corporate Groups and Movements Networks in America », *Anthropological Quarterly*, 43 : 123-145.
- GLASSMAN J., 2001, « From Seattle (and Ubon) to Bangkok : the Scales of Resistance to Corporate Globalization », *Environment and Planning D : Society and Spaces*, 19 : 513-533.
- GOFFMAN E., 1974, *Frame Analysis : An Essay on the Organization of Experience*. Cambridge, Harvard University Press.
- GRAMSCI A., 2003, *Gramsci dans le texte. De l'avant aux derniers écrits de prison (1916-1935)*. Ressource électronique. Édité par F. Ricci et J. Bramant. Consulté sur Internet (www.uquebec.ca/20ne30/classiques_des_sciences_sociales), 2005.
- HUNT S. A., R. D. Benford et D. A. Snow, 1994, « Identity Fields : Framing Processes and the Social Construction of Movements Identities » : 185-208, in E. Laraña, H. Johnston et J. Field (dir.), *New social movements : From ideology to Identity*. Philadelphie, Temple University Press.
- KLANDERMANS B. et D. OEGEMA, 1987, « Potentials, Networks, Motivations, and Barriers : Steps Toward Participation in Social Movements », *American Sociological Review*, 52 : 519-531.

- LEGARDEUR H., 1988, *De la mémoire à l'auto évaluation*. Mémoire, Hautes études en pratiques sociales, Université Lumière Lyon II et Collège coopératif Rhône-Alpes.
- , 2003, « Un autre monde est possible. Larzac 2003 –on y était! », *Lettre d'infos*, septembre : 4.
- LEWIS D., 2002, « Organization Management in the Third Sector : Toward a Cross-Cultural Research Agenda », *Nonprofits Management & Leadership*, 13, 1 : 67-83.
- LEWIS D., A. J. BEBBINGTON, S. P. BATTERBURY, A. SHAH, E. OLSON, M. S. SIDDIQI, S. DUVALL, 2003, « Practice, Power and Meaning : Frameworks for Studying Organizational Culture in Multi-Agency Rural Development Projects », *Journal of International Development*, 15 : 541-557.
- McCARTHY J. et M. ZALD, 1977, « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82, 6 : 1212-1241.
- MELUCCI A., 1995, « The Process of Collective Identity » : 41-63, in H. Johnston et B. Klandermans (dir.), *Social Movements : Protest and Contention 4 : Social Movements and Culture*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- , 1996, *Challenging Codes : Collective Action in the Information Age*. Cambridge, Cambridge University Press.
- MERTES T., 2004, *A Movement of Movements*. Londres, Verso.
- PALMA TORRES A., 2004, « Après le choc de Mumbai! », *Échangeons le Monde*, mars : 4.
- PENDRAS M., 2002, « From Local Consciousness to Global Change : Asserting Power at the Local Scale », *International Journal of Urban and Regional Research*, 26, 4 : 823-833.
- RAYNAUD PALIGOT C., 2003, « Forum social européen 2003 : félicitations à tous! », *Lettre d'infos*, décembre : 7.
- RHOADS R., 2003, « Globalization and Resistance in the United States and Mexico : The Global Potemkin Village », *Higher Education*, 45 : 223-250.
- ROBERTS B., 2000, « NGO Leadership, Success, and Growth in Senegal : Lessons from Ground Level », *Urban Anthropology*, 29, 2 : 143-179.
- ROUTLEDGE P., 2000, « Our Resistance Will Be as Transnational as Capital : Convergence Space and Strategy in Globalising Resistance », *GeoJournal*, 52: 25-33.
- SIKKINK K. et M. E. KECK, 1998, *Activists Beyond Borders : Advocacy Networks in International Politics*. Cornell, Cornell University Press.
- SNOW D., E. BURKE ROCHFORD, S. WORDEN et R. BENFORD, 1986, « Frame Alignment Processes, Micromobilization and Movement Participation », *American Sociological Review*, 51 : 464-481.
- SNOW D. et R. BENFORD, 2000, « Framing Processes and Social Movements : An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 26 : 611-639.
- STEINMETZ G., 1994, « Regulation, Post-Marxism and the New Social Movements », *Comparative Studies in Society and History*, 36, 1 : 176-211.

- TARROW S., 1992, « Mentalities, Political Cultures, and Collective Action Frames : Constructing Meaning through Action » : 174-200, in C. McClurg Mueller et A. D. Morris (dir.), *Frontiers in Social Movements. Theory*, Yale University.
- VENTER D. et I. SWART, 2002, « Anti-Globalisation Organisation as a Fourth generation People's Movement », *Society in Transition*, 33, 1 : 50-79.

RÉSUMÉ – ABSTRACT – RESUMEN

Mouvance altermondialisation et identité collective des organisations. Les tribulations d'une association de commerce équitable

L'émergence de l'altermondialisme et les transformations de la scène militante aux niveaux international et national a eu des conséquences importantes pour plusieurs mouvements sociaux. La création de nouveaux lieux de légitimation des discours et des pratiques permettent aux organisations et aux mouvements de s'inscrire au sein de réseaux plus larges. Toutefois, la conceptualisation de l'altermondialisme, un métissage d'ONG et de mouvements sociaux, reste problématique. Au lieu de proposer une autre tentative de qualification du phénomène à partir de ses manifestations les plus spectaculaires (forums sociaux ou manifestations), cet article propose plutôt l'analyse de sa construction au sein d'une organisation affirmant s'y inscrire. À partir d'une étude de terrain conduite auprès d'une organisation française de commerce équitable, le texte étudie les processus de construction du schème d'interprétation (*frame*) altermondialiste à partir des dynamiques entre les militants, l'organisation et son environnement. L'étude de cas présentée vise à contribuer à l'exercice de conceptualisation de cette mouvance en étudiant la mouvance altermondialiste comme champ d'interaction plutôt que comme structure.

Mots clés : Lemay, altermondialisation, commerce équitable, mouvement social, *frame*, identité collective, réseaux interpersonnels

Anti-globalization Movements and the Collective Identity of Organizations : The Tribulations of a Fair Trade Association

The emergence of alterglobalization groups and the transformation of the militant scene at the national and international levels have had an impact on many existing social movements. This set the scene for legitimizing the discourses and practices that allow organizations and groups to act in larger networks. But the conceptualization of the alterglobalization movement – a hybrid between NGOs and social movements – is problematic. This paper, rather than proposing an analysis of the most spectacular manifestations of the phenomenon, such as social forums or international protests, proposes an inside view of an organization that considers itself part of this movement. The case study of a French fair trade network examines the construction of the alterglobalization frame, beginning with the interaction between activists, the organization and its environment. It attempts to conceptualize alterglobalization from a particular case study, as a field of interaction between actors rather than as a structure.

Key words : Lemay, alterglobalization movement, fair trade, social movements, frame, collective identity, interpersonal networks

Esferas de influencia de la altermundialización e identidad colectiva de las organizaciones. Las tribulaciones de una asociación de comercio justo

El surgimiento de la altermundialización y las transformaciones de la escena militante en el ámbito internacional y nacional ha tenido consecuencias importantes para los movimientos sociales. La creación de nuevos terrenos de legitimación de discursos y practicas permite a las organizaciones y movimientos de inscribirse al interior de redes más amplias. Sin embargo, la conceptualización de la altermundialización, un mestizaje de ONG y de movimientos sociales, es aun problemática. En lugar de proponer una tentativa de calificación del fenómeno a partir de sus

manifestaciones más espectaculares (foros sociales o manifestaciones) este artículo propone un análisis de su construcción al interior de una organización inscrita en dicho movimiento. A partir de un estudio práctico realizado en el seno de una organización francesa de comercio justo, se estudian los procesos de construcción de un dispositivo de interpretación (*frame*) altermundialista a partir de la dinámica entre los militantes, la organización y su entorno. Este estudio de caso aspira a contribuir al ejercicio de conceptualización de la esfera de influencia altermundialista en tanto que campo de interacciones que como una estructura.

Palabras clave : Lemay, altermundialización, comercio justo, movimientos sociales, *frame*, identidad colectiva, redes interpersonales

Jean-Frédéric Lemay
Département d'anthropologie
Université Laval
Québec (Québec) G1K 7P4
Canada
jean_frederic_lemay@hotmail.com